

---

## La démocratie à Potton

### Les élections de 1824, 1827 et 1830

Recherche par Jean-Louis Bertrand

---

Interrompue par la publication de deux numéros thématiques *d'Histoire Potton History*, cette chronique qui trace le portrait des élus ayant représenté Potton au Parlement du Québec depuis les premières élections de 1792 et au Parlement du Canada à compter de 1867 reprend dans la présente livraison. La septième évocation porte sur les élections de 1824, 1827 et 1830.

L'élection de 1824<sup>1</sup> ne change rien au partage des 49 sièges entre le Parti canadien, qui obtient 39 sièges à l'Assemblée législative, et le Parti britannique, qui stagne à 6 sièges. Deux comtés sont gagnés par des indépendants et deux demeurent indéterminés. Au Conseil législatif, les membres sont nommés à vie par le gouverneur général et le Parti britannique domine avec 26 conseillers sur 29.

Les électeurs du canton de Potton votent toujours dans le comté de Richelieu. Jean Dessaulles est réélu et François-Rock de Saint-Ours succède à Séraphin Cherrier. Les deux appuient le Parti canadien.

Nous avons présenté monsieur Dessaulles dans la chronique parue dans *Histoire Potton History* à l'automne 2016<sup>2</sup>.

François-Roch de Saint-Ours<sup>3</sup> est né à Saint-Ours le 18 septembre 1800, puis baptisé le 20 dans la paroisse de l'Immaculée-Conception, sous le prénom de Roc-François, fils de Charles de Saint-Ours, seigneur, et de Joseph (Josette) Murray. Officier de milice. Lieutenant dans la division de Saint-Ours en 1818, il sera promu colonel en 1833. Élu syndic de Saint-Ours en 1829 et nommé

commissaire chargé de l'amélioration de la navigation sur le Richelieu en 1830.

Élu député de Richelieu en 1824. Réélu en 1827 et en 1830. Il appuie généralement le Parti canadien, puis le Parti patriote jusqu'en 1830. Il est nommé au Conseil législatif le 1<sup>er</sup> janvier 1832, et démissionne de son siège de député le 4 juillet 1832. Il est désigné shérif de Montréal le 3 avril 1837. Il décède à Montréal le 10 septembre 1839, à l'âge de 38 ans et 11 mois, et est inhumé dans l'église de l'Immaculée-Conception, à Saint-Ours, le 14 septembre 1839.



**Domaine seigneurial de Saint-Ours**  
Registre du patrimoine culturel  
du Québec

Il avait épousé dans la paroisse Notre-Dame de Québec, le 30 mai 1833, Catherine-Hermine Juchereau Duchesnay, fille de Michel-Louis Juchereau Duchesnay, seigneur et adjudant général adjoint de la milice du Bas-Canada, et de Charlotte-Hermine-Louise-Catherine d'Irumberry de Salaberry.

La douzième législature se déroule de janvier 1825 à mars 1827. George Ramsay, comte de Dalhousie, est gouverneur durant cette période et Louis-Joseph Papineau du Parti canadien préside l'Assemblée législative.

Le gouverneur Ramsay<sup>4</sup> est né à Dalhousie Castle, en Écosse, le 22 octobre 1770, fils de

George Ramsay, 8<sup>e</sup> comte de Dalhousie, et d'Elizabeth Glene. Il étudie au Royal High School d'Édimbourg, puis à l'Université d'Édimbourg.



**George Ramsay,  
comte de Dalhousie**

Il choisit la carrière des armes en 1787 et sert à Gibraltar à titre de capitaine en 1791, puis aux Antilles, en Irlande, aux Pays-Bas, en France et en Égypte. Élu en 1796 parmi les représentants des pairs d'Écosse, il siège à la Chambre des lords d'Angleterre. En 1813, en qualité de lieutenant général, il prend part à des engagements en Espagne et en France et sera promu général en 1830.

Nommé en juillet 1816 lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, il arrive à Halifax le 24 octobre 1816 et en repart le 7 juin 1820. Nommé gouverneur en chef de l'Amérique du Nord britannique le 12 avril 1820, il rejoint le Québec le 19 juin suivant. En 1824, il contribue à la fondation de la Société littéraire et historique de Québec. Parti en congé pour la Grande-Bretagne le 6 juin 1824, il est de retour à Québec en septembre 1825. Son mandat prend fin le 8 septembre 1828.

Commandant en chef de l'armée de l'Inde à compter de 1829, il démissionne en 1832. Il séjourne un an en Europe, puis se retire à Dalhousie Castle. Par suite du décès de son père, il était devenu en 1788 le 9<sup>e</sup> comte de Dalhousie. Fait chevalier (sir) en 1813, il reçoit la grand-croix de l'Ordre du Bain en 1815, en même temps que la dignité de baron de Dalhousie, pair du Royaume-Uni. Il décède à Dalhousie Castle, en Écosse, le 21 mars 1838, à l'âge de 67 ans et 4 mois. Il avait épousé, le 14 mai 1805, Christian Broun.

Les élections de 1827<sup>5</sup> démontrent encore une fois la suprématie du Parti patriote, successeur du Parti canadien, qui fait élire 49 députés à l'Assemblée législative, le Parti britannique n'en obtenant que trois. Deux sièges sont détenus par des indépendants et trois sont indéterminés. Au Conseil législatif, domination du Parti britannique avec 21 conseillers désignés sur 23.

Dans le comté de Richelieu, les deux députés sortants, Jean Dessaulles et François-Rock de Saint-Ours sont réélus. Louis-Joseph Papineau préside à nouveau l'Assemblée législative.

Sir James Kempt<sup>6</sup> remplace le comte de Dalhousie au poste de gouverneur général le 8 septembre 1828. Originaire d'Édimbourg, James Kempt entre dans la carrière des armes en 1783. Il prend part aux guerres napoléoniennes, en particulier à la campagne d'Égypte, à la guerre d'Espagne et à la bataille de Waterloo, où il commande la 8<sup>e</sup> brigade. En Espagne, servant dans l'état-major de Wellington, il rencontre George Ramsay, lord Dalhousie, futur gouverneur de l'Amérique du Nord britannique, qui devient son mentor et avec lequel il correspond longtemps. Après la chute de Napoléon, il s'oriente comme beaucoup d'officiers de Wellington vers une carrière dans les colonies. À l'automne 1819, Kempt est nommé lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, reprenant le poste de

Dalhousie qui vient d'être nommé gouverneur général. En juin 1820, il proclame la réunion de la colonie du Cap-Breton avec le reste de la Nouvelle-Écosse, suivant une décision du gouvernement britannique. Il reste en poste jusqu'au printemps 1828. Il semble avoir été apprécié de ses contemporains et avoir eu meilleur caractère que son prédécesseur, ce qui facilite ses relations avec l'Assemblée législative de Nouvelle-Écosse.

Des pétitions et des rapports arrivent à Londres pour se plaindre du gouverneur Dalhousie, et celui-ci est démis de son poste durant l'été 1828. Kempt est nommé pour le remplacer, mais il n'accepte pas le poste de bon gré, étant fatigué de la vie dans les colonies et comptant bien rentrer en Europe après deux ans au plus. Il est assermenté le 8 septembre 1828.



Sir James Kempt

Kempt aborde tout de même son poste à Québec comme il l'avait fait à Halifax, c'est-à-dire avec un esprit ouvert et une certaine confiance. En novembre 1828, il confirme Louis-Joseph Papineau comme président de l'Assemblée législative, puis accepte le projet de loi sur les finances soumis par l'Assemblée. De plus, en 1829, il autorise le redécoupage des districts électoraux, lesquels passent de 27 à 45, alors que le nombre de députés passe de 50 à 84. Ces arrangements sont vus à Londres comme de dangereuses concessions aux Canadiens français. Tout au long de son mandat de deux ans, Kempt s'efforce d'agir en médiateur et de gouverner d'une manière non partisane et sans susciter de passions. Il y réussit en bonne partie. Au cours de l'été 1830, il rappelle au secrétaire aux Colonies son désir de rentrer en Grande-Bretagne avant l'automne. Son vœu est exaucé et Kempt transfère ses pouvoirs à lord Aylmer le 20 octobre 1830.

Une fois rentré en Angleterre, Kempt est nommé par le nouveau gouvernement whig à la tête du *Board of Ordinance*, l'organisation responsable de toute l'intendance des armées. Ce poste lui donnait également un siège au Conseil privé. Il quitte cette fonction en 1834 et prend alors sa retraite de la vie publique, même si son nom sera considéré pour qu'il redevienne gouverneur général lorsqu'éclatera la rébellion des patriotes en 1837.

C'est au cours de cette treizième législature (1827-1830) qu'un changement important survient pour le Canton de Potton. En 1829, la Chambre vote une loi pour modifier la distribution des districts électoraux et augmenter le nombre de sièges de 50 à 84. Cette mesure est acceptée avec quelques réticences par le gouverneur général James Kempt, puisqu'elle défavorisait les colons anglophones, mais Kempt tenait à conserver des relations correctes avec la Chambre. Les nouveaux sièges des Cantons-de-l'Est sont

pourvus dès 1829 lors d'une élection spéciale, tandis que la Chambre dans son ensemble n'utilise la nouvelle répartition des sièges qu'à l'élection générale suivante, en 1830. Potton est rattaché au comté de Stanstead<sup>7</sup>.

Ce changement permet l'élection, lors de la partielle de 1829, de deux anglophones, Marcus Child et Ebenezer Peck.

Marcus Child<sup>8</sup> est né à West Boylston, au Massachusetts, en décembre 1792. Durant sa jeunesse, il est commis d'un oncle marchand à Derby Line, au Vermont. En 1812, il vient s'installer à Stanstead, où il fait le commerce de produits pharmaceutiques et devient maître de poste et juge de paix en 1830.

Il est inspecteur d'écoles de 1815 à 1840 et administrateur scolaire dans les années 1820 et 1830. D'abord méthodiste, il se convertit à l'anglicanisme et devient secrétaire de la Stanstead County Bible Society. Élu député de Stanstead à l'élection partielle du 13 novembre 1829, il appuie généralement le Parti patriote. Il ne s'est pas représenté en 1830. Défait dans Stanstead à l'élection partielle du 21 mars 1833, il est toutefois proclamé élu à la place de Wright Chamberlin le 18 février 1834; le certificat de l'élection est corrigé le lendemain. Réélu en 1834. Il continue à appuyer le Parti patriote. Son mandat prend fin avec la suspension de la Constitution, le 27 mars 1838.

Son allégeance au Parti patriote entraîne la perte de sa charge de maître de poste, vers la fin de 1837, et de sa commission de juge de paix, en novembre 1838. Il se réfugie au Vermont pour ne pas être arrêté. Après son retour à Stanstead, il sera marchand, fabricant de potasse et directeur d'un moulin à carder à Coaticook et s'intéressera à l'agriculture et à la colonisation.

Élu à nouveau député de Stanstead en 1841, unioniste et tory, il se range du côté du Groupe canadien-français en 1843. Défait en 1844, il exerce les fonctions de magistrat du comté de Stanstead et, à partir de 1845, celles d'inspecteur d'écoles du district de Saint-François. Défait à nouveau dans Stanstead en 1851, il va s'établir à Coaticook en 1855 où il décède le 6 mars 1859, à l'âge de 66 ans. Il est inhumé dans la paroisse anglicane Hatley, le 9 mars 1859. Il avait épousé, probablement en 1819, Lydia F. Chadwick, de Worcester, au Massachusetts.

Ebenezer Peck<sup>9</sup> est né probablement à Portland, dans le Maine, en 1805 et baptisé le 2 décembre 1810 dans l'église presbytérienne de Montréal; fils de Thomas Peck, marchand, et de Sarah Pierce. Il étudie au Petit Séminaire de Montréal en 1819 et fait l'apprentissage du droit à Montréal, auprès de William Walker (Rouville), puis dans le canton d'Ascot. Il est admis au Barreau le 20 mars 1827 et exerce sa profession d'avocat à Stanstead ainsi qu'à Sherbrooke où, après 1830, il a comme associé Edward Short. Fait conseiller du roi le 8 février 1833. Il demeure dans le canton d'Oxford, au lot 18 du rang 5, et s'occupe d'éducation, notamment à titre d'administrateur de la Charleston Academy, fondée en 1829 à East Hatley (Hatley), et de visiteur des écoles des cantons de Drummond, de Sherbrooke et de Stanstead, charge qu'il obtient en juin 1831. Élu député de Stanstead à l'élection partielle du 13 novembre 1829, il est réélu en 1830. Il appuie généralement le Parti patriote jusqu'en 1832, puis tantôt ce parti, tantôt le Parti britannique. Il s'abstient de participer au vote sur les Quatre-vingt-douze résolutions. Il ne se représentera pas en 1834.

Il quitte la province de Québec au moment de l'insurrection de 1837 et s'établit à Chicago, en Illinois, où il obtiendra la charge de juge de la Cour des réclamations en 1860. Il y décède en

mai 1881, à l'âge de 75 ou de 76 ans. On ne sait pas s'il était célibataire ou marié.

Les élections de 1830 ont lieu du 13 septembre au 26 octobre 1830 avec la nouvelle répartition des sièges adoptée en 1829. Sur les 85 sièges en jeu, le Parti patriote enlève 58 sièges, le Parti britannique 15, et 12 sont remportés par des indépendants. Louis-Joseph Papineau demeure président de l'Assemblée législative. Au Conseil législatif, les membres nommés demeurent majoritairement du Parti britannique avec 26 sièges. Le Parti patriote a quatre nominations, deux membres sont indépendants et quatre indéterminés. Cette quatorzième législature siègera jusqu'au 9 octobre 1834.<sup>10</sup>

Dans Stanstead, Ebenezer Peck est réélu et siège comme indépendant. Marcus Child ne se représentant pas, James Baxter est élu. Né à Norwich, au Vermont, le 21 décembre 1788, descendant du révérend Richard Baxter, de religion non conformiste. En 1817, il possède un magasin général à Stanstead Plains, dans les Cantons-de-l'Est. Nommé juge de paix en 1830, il est commissaire au Tribunal des petites causes en 1830 et en 1831. Élu député de Stanstead en 1830 à titre d'indépendant. Sur un ordre de la Chambre d'assemblée du 15 janvier 1833, il est mis pendant quelques jours sous la garde du sergent d'armes pour absence injustifiée. Il démissionne le 7 février 1833. Nommé au Conseil législatif en août 1832, il prête serment le 22 mars 1833. Il décède en fonction le 18 novembre 1837, à l'âge de 48 ans et 10 mois. Inhumé dans le canton de Stanstead, le 22 novembre 1837. Il avait épousé, le 14 septembre 1819, Caroline Baxter, fille de William Baxter, de Rutland, au Vermont.

Le gouvernement britannique nomme un nouveau gouverneur général, le baron Matthew Whitworth-Aylmer (24 mai 1775-

23 février 1850), qui entre en fonctions le 20 octobre 1830.

Aylmer entre dans l'armée dès 1787. Il mène une brillante carrière militaire, devenant major général en 1813. Il commande une brigade dans plusieurs batailles de la guerre d'Espagne sous le commandement de Wellington. Il devient commandant militaire en Irlande en 1814 et le demeurera jusqu'en 1823; il est décoré de l'Ordre du Bain en 1815. En 1825, il est promu lieutenant-général.



**Baron Matthew Whitworth-Aylmer**

À la suite de la démission de James Kempt, Aylmer est nommé administrateur du Bas-Canada en juin 1830. Il arrive au Canada le 20 octobre, mais ne sera nommé officiellement gouverneur en chef qu'en novembre. Cette nomination survient en dépit du fait qu'Aylmer ne possède aucune expérience politique et n'a jamais été gouverneur civil. Il parle cependant bien le français et bénéficie d'une réputation de compétence et d'impartialité. Il tente de démontrer sa bonne volonté face aux Canadiens français, en particulier en répondant favorablement à plusieurs des griefs de l'Assemblée législative. Entre autres, il suspend le procureur général James Stuart,

adversaire déterminé des francophones, ce qui déplaît énormément au Parti britannique.

En 1831, la question récurrente de l'appropriation des revenus de la Province et celle du vote de la liste civile (salaire des fonctionnaires) causent les premières frictions entre Aylmer et l'Assemblée. L'année suivante, un incident lors d'une élection partielle où trois Canadiens français sont tués par des soldats britanniques accroît encore les tensions. En cette même année 1832, l'épidémie mondiale de choléra frappe durement le Bas-Canada. Aylmer met sur pied la station de quarantaine de Grosse-Île et prend diverses autres mesures. Il est cependant blâmé par l'Assemblée, probablement à tort.

Au cours des années 1833 et 1834, les relations entre le gouverneur et l'Assemblée se tendent encore plus, et la crise culmine avec l'adoption par les députés des Quatre-vingt-douze résolutions. Cette liste de griefs comprend une demande pour rappeler le gouverneur. Elle est étudiée à Londres par un comité de la Chambre des communes, qui ne prend pas le parti d'Aylmer autant que celui-ci l'aurait souhaité. Il essaie pendant ce temps d'exploiter à son avantage la scission entre les radicaux et les modérés du Parti patriote, en nommant un bon nombre de modérés à des postes gouvernementaux. Nonobstant ses efforts de conciliation, Aylmer prend certaines décisions, probablement sous l'influence des fonctionnaires britanniques, qui déplaisent fortement à la majorité francophone.

Aux élections d'octobre 1834, dont nous reparlerons, la nouvelle chambre est nettement plus radicale que la précédente. Lors de l'ouverture de la session en février 1835, l'affrontement reprendra, toujours sur le thème des finances, et Aylmer prorogera le Parlement dès le 18 mars.

Toutefois, le ministre des Colonies à Londres, Thomas Spring-Rice, avait déjà décidé de remplacer Aylmer comme gouverneur.

Archibald Acheson, lord Gosford, arrive à Québec en août 1835 pour prendre le poste de gouverneur général. Aylmer, de retour chez lui, tente de faire approuver sa conduite en tant que gouverneur et de retrouver des postes de responsabilité, mais en vain. Il mourra en 1850, à Londres, d'un anévrisme cardiaque.

Bien intentionné et habile militaire, Aylmer manquait cependant de l'habileté politique qui aurait été nécessaire à ce poste et à cette époque. Il n'est sans doute pas responsable de la polarisation du conflit au Bas-Canada, bien qu'il y ait contribué involontairement.

C'est à la fin de la quatorzième législature que les Quatre-vingt-douze résolutions sont adoptées par l'Assemblée législative. Cette décision marque une profonde rupture entre les patriotes et le gouvernement colonial et le prélude à la Rébellion de 1837-1838.

Les Quatre-vingt-douze résolutions présentées à la Chambre par Elzéar Bédard, député de Montmorency, le 17 février 1834, proviennent en droite ligne des luttes de pouvoir menées au Parlement du Bas-Canada par le Parti bureaucrate et le Parti patriote, divisés entre autres par leur projet de société et par le rôle des conseils au sein des instances décisionnelles. En cet hiver 1834 où s'annoncent de cruciales élections, la tension est vive à l'Assemblée dominée par le Parti patriote, de plus en plus enclin au radicalisme sous la direction du très écouté Louis-Joseph Papineau, fin prêt à profiter de l'état de crise politique, économique et sociale qui ravage la colonie. S'imposent dès lors les Quatre-vingt-douze résolutions qu'élaborent Papineau, député de Montréal-Ouest, Bédard et Augustin-Norbert Morin, député de Bellechasse.



**Louis-Joseph Papineau,  
chef du Parti patriote,  
tribun populaire**

Fondement de la pensée même de Papineau, ce texte surchargé, véritable manifeste nationaliste et démocratique sans être à proprement parler révolutionnaire, malgré les menaces de sécession, additionne les griefs contre le régime dont il réclame la transformation. Le Conseil législatif, visé entre tous, devient alors le symbole des maux de la colonie : il faut le rendre électif.

Aussitôt déposées à la Chambre, les résolutions déclenchent un « ouragan » qui secouera pendant cinq jours les passions des députés réunis d'abord en comité plénier. D'un côté, les radicaux du Parti patriote animés d'une soif de liberté et de contestation qu'alimente Papineau, vedette incontestable du débat, qui les éblouit pendant sa virulente harangue, longue de trois heures. De l'autre, les bureaucrates et des patriotes modérés qui, tel John Neilson, député de Québec, se séparent des radicaux, car ils craignent les implications d'un texte parfois extravagant et contradictoire.

Papineau l'emporte par 56 voix contre 24. Du coup, les résolutions deviennent le programme

des patriotes, un véritable « évangile national », source du grand triomphe électoral de 1834. Mais elles appellent la réponse du gouvernement britannique : ce seront les résolutions Russell de 1837, qui les rejettent. L'élan patriotique se transformera alors en drame révolutionnaire.<sup>12</sup>

C'est à ce drame que nous consacrerons notre prochaine chronique.

Durant la période de 1824 à 1834, la vie politique se radicalise dans les Eastern Townships. Dépourvus de représentation politique de 1792 à 1829, otages électoraux des seigneuries du Bas-Canada, les citoyens peuvent difficilement voter, les bureaux de vote étant situés à plus de 100 kilomètres<sup>13</sup>. Formés à la culture politique de la Nouvelle-Angleterre favorisant le contrôle local du pouvoir et maîtrisant l'art de la défense de leurs droits, les citoyens des Cantons, après nombre de pétitions et un lobby insistant tant à Québec qu'à Londres, n'obtiennent qu'en 1829 la création de comtés qui leur sont propres. Avant même les premières élections, la bataille fait rage entre les réformistes et les constitutionnalistes par journaux interposés. Fondé en 1823 à Stanstead par Silas H. Dickerson, le *British Colonist* fustige les dirigeants anglais qui oppriment les Américains des Townships. Le juge John Fletcher de Sherbrooke, un fonctionnaire britannique lié à la *gentry* anglaise, riposte pour museler le *Colonist*.

La rivalité atteint un point culminant au début de 1833 avec l'appui des marchands anglais de Sherbrooke à l'implantation de la British American Land Company (BALC), favorisée par le secrétaire d'État aux colonies, Lord Stanley. Les *farmers* indépendants d'origine américaine s'opposent : monopole des terres non défrichées, hausse du prix des terres, frein à l'établissement de leurs fils dans les cantons. Ce clivage social et politique marquera la

prochaine décennie dans les Cantons et explique l'élection de députés favorables au Parti patriote, qui dénonce l'emprise de la BALC<sup>14</sup>. Toutefois, l'alliance entre les réformistes et les patriotes s'effritera, particulièrement dans le comté de Stantead, bastion des réformistes, à cause de la radicalisation de Papineau et de son parti. Les *farmers* constateront que l'anticapitalisme et le nationalisme des patriotes et leur proposition malheureuse d'instaurer le régime seigneurial dans les Cantons sont plus dangereux que le joug de la *gentry* britannique.

Potton est touché par cette crise. La BALC acquiert des terres dans le canton. Mais peu nombreux, les Pottonais n'ont guère d'influence. Ils poursuivent leur lente colonisation, à l'écart des turbulences politiques. Le développement ne prendra forme que dans les années 1850 avec l'ouverture de nouvelles routes, l'arrivée du chemin de fer, le boom minier relié à la guerre de Sécession aux États-Unis et la construction des grands hôtels de villégiature.

---

#### Notes

1. Wikipédia. Douzième législature du Bas-Canada.
  2. *Histoire Potton History*, vol. 4, n° 2, automne 2016, p. 27 et 28.
  3. Lemieux, Frédéric. *Dictionnaire des parlementaires du Québec de 1792 à nos jours*, Les publications du Québec, 3<sup>e</sup> éd., 2009, p. 692.
  4. Lemieux, op. cit., p. 643.
  5. Wikipédia. Treizième législature du Bas-Canada.
  6. Wikipédia. James Kempt.
  7. Wikipédia. Treizième législature du Bas-Canada.
  8. Lemieux, op. cit., p. 177.
  9. Lemieux, op. cit., p. 599.
  10. Wikipédia. Quatorzième législature du Bas-Canada.
  11. Wikipédia. Matthew Whitworth-Aylmer.
  12. Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, 1834, p. 310 ss.
  13. Kesteman, Jean-Pierre, Peter Southam et Diane Saint-Pierre. *Histoire des Cantons de l'Est*, Institut québécois de recherche sur la culture, Les Éditions de l'IQRC, Les Presses de l'Université Laval, 1998, p. 95-97, 198-217.
  14. Wikipédia. British American Land Company. « La British American Land Company ou BAL. Co. a été fondée en 1832, sous l'influence de John Galt et de plusieurs investisseurs, pour acquérir et gérer le développement de 800 000 acres (3 237 km<sup>2</sup>) de terres de la Couronne dans les Cantons-de-l'Est (Québec), afin de favoriser l'immigration de sujets britanniques dans cette région du Bas-Canada. »
-